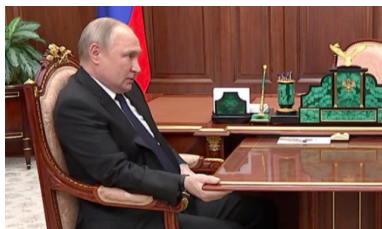


Le crépuscule de Vladimir Poutine

PAR FRANÇOIS BONNET
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 30 AVRIL 2022



Vladimir Poutine au Kremlin, le 21 avril. © (ministère russe de la défense)

En deux mois de guerre contre l'Ukraine, Vladimir Poutine a enregistré quatre défaites majeures : militaire, idéologique, géopolitique, économique. Peu de régimes survivent, dans le moyen terme, à une telle débâcle. Demeure une inconnue : le président russe choisira-t-il de précipiter le continent dans une guerre nucléaire ?

Entrée dans son troisième mois, la guerre de la Russie contre l'Ukraine change à nouveau de dimension. On savait dès les premiers jours qu'il ne s'agissait pas d'une « opération militaire spéciale », formule revendiquée par le Kremlin, visant par une intervention éclair à décapiter le pouvoir ukrainien et détruire son potentiel militaire.

Le plan « dénazifier, démilitariser » l'Ukraine par une opération coup de poing, annoncé le 24 février par Vladimir Poutine, s'est immédiatement fracassé sur la réalité. Il s'est ensuite transformé en une guerre totale dans l'est et le sud de l'Ukraine, dans un modèle de guerre conventionnelle hérité du XX^e siècle, avec les spécificités russes déjà constatées lors des deux guerres de Tchétchénie (1994-1996 et 1999-2003) ainsi qu'en Syrie à partir de 2015: villes rasées, massacres indiscriminés de civils, crimes de guerre.

Cette guerre contre l'Ukraine est à nouveau en train de muter. Elle n'est plus un simple conflit régional, opposant la Russie, pays agresseur, au plus gros de ses voisins en Europe, l'Ukraine, pays plus grand que la France et comptant 44 millions d'habitants. Elle devient une guerre continentale européenne. Ou, pour

être plus exact, une guerre entre « l'Occident » (États-Unis et Europe), décrit comme « *l'Empire du mensonge* » par Poutine, et un pouvoir russe malade de ses ambitions impériales.



Vladimir Poutine et son ministre de la défense, Sergueï Choïgou, le 21 avril au Kremlin.

Poutine, appuyé par quelques conseillers et intellectuels, avait théorisé cette confrontation depuis des années. Le mois dernier, un proche du pouvoir, **Sergueï Karaganov**, la présentait en ces termes : « *Pour l'élite russe, les enjeux de cette guerre sont très élevés, c'est une guerre existentielle. C'est une sorte de guerre par procuration entre l'Occident et le reste du monde - la Russie étant le summum du "reste" – pour un futur ordre mondial.* »

Cette mutation du conflit vient d'être actée à trois reprises cette semaine. Le 24 avril d'abord, avec la visite à Kyiv des ministres américains des affaires étrangères et de la défense. Le 26 avril ensuite, sur la base américaine de Ramstein en Allemagne. Le secrétaire à la défense Lloyd Austin y a réuni des représentants de 40 pays, dont les États membres de l'Otan, pour organiser des fournitures d'armes massives à l'Ukraine (**lire notre précédent article**).

Jeudi 28 avril enfin, avec l'annonce par le président américain Joe Biden qu'il demandait au Congrès d'adopter un plan d'aide à l'Ukraine de 33 milliards de dollars pour cinq mois, succédant au plan de 13 milliards déjà voté le mois dernier. Il s'agira de fournir une assistance économique, humanitaire mais surtout militaire : 20 milliards de dollars d'armements s'ajouteront aux 6,5 milliards de dollars déjà votés.

L'ordre du jour et les objectifs du « camp occidental » – et pas que des États-Unis – ont ainsi radicalement changé face au projet géopolitique du Kremlin. Fin février, il s'agissait seulement d'« *aider l'Ukraine* » dans une guerre jugée perdue d'avance, et surtout de faire en sorte que la Russie paie au prix fort

l'invasion d'un pays indépendant. D'où des livraisons d'armes limitées mais des sanctions économiques d'une ampleur jamais vue.

Deux mois plus tard, il s'agit de gagner cette guerre. « *Notre guerre* », a même expliqué, mercredi 27 avril, la ministre britannique des affaires étrangères Liz Truss, ajoutant que la victoire de Kyiv est « *un impératif stratégique pour nous tous. Armes lourdes, chars, avions ; creuser dans nos stocks, accélérer la production, nous devons faire tout ça* ». « *Les Ukrainiens peuvent gagner et nous allons faire tout ce que nous pouvons pour cela* », avait averti le 25 avril Lloyd Austin.

Gagner cette guerre, donc défaire le pouvoir russe, c'est assumer sa première conséquence : la chute de Vladimir Poutine. Ce que la diplomatie interdit de dire est pensé dans toutes les chancelleries occidentales. La stratégie du « *regime change* », voulue par le pouvoir russe en Ukraine, va se retourner contre lui. Gagner la guerre, c'est se débarrasser de Poutine, puisqu'il est le seul maître d'un système méthodiquement construit en vingt-trois ans de pouvoir absolu.

Joe Biden l'avait dit, le 26 mars, dans ce qui fut aussitôt présenté par son entourage comme une énième gaffe : « *Pour l'amour de Dieu, cet homme ne peut pas rester au pouvoir !* » Propos à peine tempérés deux jours plus tard : « *Personne ne croit que je parlais de renverser Poutine. J'exprimais simplement mon indignation morale au sujet de la manière dont il agit.* » Dès son élection à la Maison-Blanche, Biden avait qualifié Poutine de « *tueur* », puis, le mois dernier, de « *criminel de guerre* ».



Joe Biden, le 28 avril, lors de l'annonce d'un nouveau plan d'aide à l'Ukraine de 33 milliards de dollars.

Biden a cet avantage sur bon nombre de chefs d'État et de gouvernements européens : il connaît et pratique depuis plus de vingt ans Vladimir Poutine. Vice-président de Barack Obama durant huit ans

(2009-2017), il a aussi traité avec le dirigeant russe et a pu assister en direct à l'échec spectaculaire d'un « *reset* » des relations russo-américaines tenté dès 2009 par Obama, échec également rencontré par Emmanuel Macron lors de son premier quinquennat.

Vladimir Poutine se trouve aujourd'hui face à une équation qui était totalement inattendue par le Kremlin et, plus largement, par l'ensemble des « *élites* » russes. Les États-Unis se réengagent massivement en Europe. L'Union européenne a, ces deux derniers mois, pris des décisions inconcevables jusque-là en matière de défense, de sanctions économiques et de politique énergétique. Et l'Ukraine fait plus que résister, c'est toute une nation qui s'est levée contre l'agresseur.

En deux mois seulement, le président russe a ainsi enregistré quatre défaites majeures. Elles ont dilapidé son capital politique sur la scène internationale. Elles menacent directement son pouvoir et le futur de la Russie.

Une défaite militaire qui a surpris le monde

Tout a été dit sur l'échec spectaculaire du plan initial engagé le 24 février. Massée à la frontière biélorusse, l'armée russe, deuxième force militaire du monde, n'a pas même pu franchir la centaine de kilomètres menant à Kyiv. Après le fiasco des premières opérations aéroportées, elle s'est retrouvée bloquée à une vingtaine de kilomètres au nord de la capitale malgré les énormes moyens engagés.

Le 29 mars, le pouvoir russe annonçait qu'il abandonnait son objectif initial, la prise de Kyiv et le renversement du pouvoir ukrainien, pour regrouper ses forces dans l'est et le sud du pays.

Cette « *bataille du Donbass* » est **engagée depuis deux semaines**. Les forces russes n'ont à ce jour réalisé aucune percée décisive. Procédant par bombardements aériens et d'artillerie, elles semblent surtout renforcer leurs positions et leurs lignes logistiques. À certains endroits d'une ligne de front qui s'étale sur près de 500 km, elles progresseraient de quelques kilomètres par jour seulement sans avoir remporté de victoires importantes sur les forces ukrainiennes.

La ville de Slaviansk, point clé pour prendre le contrôle du district de Lougansk, n'est toujours pas prise. Le mouvement de tenailles annoncé depuis le nord et le sud pour isoler les forces ukrainiennes du Donbass et couper leurs lignes logistiques n'a pas même commencé.

À l'exception de Kherson, dans le Sud, les forces russes ne contrôlent toujours pas de grandes villes ukrainiennes, même si les bombardements sur Kharkiv et les tirs de missiles sur Odessa se poursuivent. Quant à Marioupol, officiellement sous contrôle, les bombardements aériens continuent pour raser l'immense complexe métallurgique d'Azovstal où sont retranchés environ deux mille combattants ukrainiens et un millier de civils.

De fait, l'armée russe paraît se heurter à deux problèmes majeurs. Le premier concerne le commandement. La nomination du général Dvornikov à la tête d'un commandement unifié n'a pas réglé à ce jour les problèmes de coordination et de mouvements tactiques des différentes forces.

Le deuxième problème demeure le manque d'hommes. Alors que les Ukrainiens annoncent plus de 22000 soldats russes tués depuis le 24 février, le ministre britannique de la défense donne une estimation qui semble plus pertinente, et proche de celle donnée par les services américains : 15000 tués. Si le ratio généralement retenu par les experts militaires, qui est de 3 ou 4 blessés par tué, est appliqué, cela signifierait que 60000 ou 70000 hommes sont hors de combat, soit près de la moitié de l'effectif engagé il y a deux mois.

Ce niveau de pertes, jugé énorme, handicape lourdement l'armée russe. Elle aurait déployé dans le Donbass environ 75 bataillons tactiques interarmes (BTG). Normalement d'un effectif de 1000 hommes, nombre d'entre eux auraient aujourd'hui un effectif moindre (de 700 à 800 hommes), vu le niveau de pertes.

« Nous devons penser sur le long terme », expliquait lundi le secrétaire à la défense Lloyd Austin. Son homologue britannique Ben Wallace juge de même,

qui a expliqué jeudi que la guerre pourrait s'éterniser, l'invasion russe se transformant en une « *occupation lente et gelée* ».

Vincent Tourret et Philippe Gros, deux spécialistes de la Fondation pour la recherche stratégique, détaillaient dès la mi-mars combien « *le manque d'efficacité de la puissance de combat russe et la vigueur de la résistance militaire ukrainienne sont une véritable surprise* ». On se dirigerait ainsi vers une longue guerre d'usure, « *une situation de pat opérationnel* », écrivent ces chercheurs, dans laquelle aucun des camps ne serait en mesure de l'emporter.

Lire leur étude ici

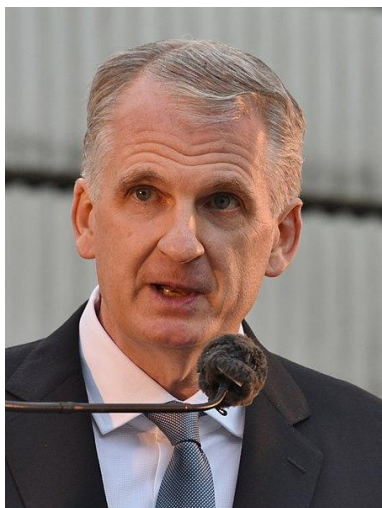
L'accélération des livraisons d'armes lourdes par les États-Unis et l'Europe (artillerie lourde, chars, hélicoptères, drones, systèmes anti-aériens) vise clairement à donner à l'armée ukrainienne la capacité non pas de résister mais de repousser les forces russes.

Une défaite idéologique

Vladimir Poutine a théorisé cette guerre dans un long essai paru en juillet 2021 et titré « *De l'unité historique de l'Ukraine et de la Russie* ». On connaît la thèse du président russe : l'Ukraine n'est ni une nation ni un État, mais une construction artificielle, d'abord voulue par Lénine puis encouragée et manipulée depuis l'effondrement de l'URSS et l'indépendance du pays en 1991, par les États-Unis et l'Occident. Le président Zelensky, « *drogué et corrompu* », ne serait qu'une marionnette de l'étranger et de bataillons nazis conduisant depuis huit ans « *un génocide de nos frères russes* ».

Les rapports des services russes, aveugles aux réalités de la société ukrainienne, promettaient dès l'annonce de l'« *opération spéciale* » lancée par Moscou des manifestations de masse contre Zelensky, un basculement de l'armée en faveur des « *frères russes* » et l'émergence d'une classe politique pro-russe. C'est tout l'inverse qui s'est produit et qui vaut aujourd'hui à

ces services des purges massives: la levée en masse de tout un peuple ; la combativité de l'armée ukrainienne ; l'unanimité politique autour du président Zélenky.



Timothy Snyder. © Christian Michelides (Wikimedia commons)

Grand spécialiste de l'Ukraine (il a écrit six livres sur ce pays), l'historien Timothy Snyder taille en pièces cette idéologie poutinienne, par ailleurs largement partagée par la classe politique russe. « *Tout est faux dans cet essai écrit par Vladimir Poutine, tout, à commencer par le titre*, explique-t-il dans un remarquable **entretien au New York Times**. *Mais il est révélateur que Poutine puisse voir le passé en termes d'unité perdue.* »

Démontant le « *mythe* » de cette « *unité historique* », l'historien souligne combien « *l'identité nationale russe est extrêmement confuse* ». « *Nous avons oublié qu'il n'y a jamais eu de Russie. Il y a eu un Empire russe, gouverné par une élite largement étrangère et une population qui ne parlait généralement pas russe. Puis il y a eu l'Union soviétique mais elle était internationaliste. Mais il n'y a jamais eu de Russie comme celle qui existe depuis 1991. Il n'y a jamais eu de Russie qui ne doit être que la Russie.* »

Par sa mobilisation, après la révolution orange de 2004 puis la révolution du Maïdan de 2014, la société ukrainienne est déterminée à gagner son indépendance et sa liberté. Deux autres exemples peuvent illustrer l'inanité du projet idéologique de Poutine.

Le premier est un sinistre paradoxe : son armée détruit les villes et tue les populations des zones russophones, à Kharkiv, Marioupol, Odessa, etc. Ces russophones que cette guerre d'invasion est pourtant censée « *protéger du génocide* ». Le deuxième exemple, ce sont les manifestations récurrentes des habitants de Kherson pour dénoncer « *l'occupant russe* » et le refus des autorités locales de collaborer avec les Russes dans les quelques territoires russophones passés sous leur contrôle.

Une défaite géopolitique

Les missiles tirés sur le nord de Kyiv, jeudi 28 avril, alors que le secrétaire général des Nations unies António Guterres était en visite dans la capitale ukrainienne en sont le symbole. La Russie n'a plus rien à faire de l'Onu, cette institution qu'elle n'a pourtant cessé de défendre ces trente dernières années, au nom du droit international et du multilatéralisme.

La voici désormais mise au ban des nations, comme en témoigne **la résolution des Nations unies** du 2 mars condamnant l'invasion de l'Ukraine. Cette condamnation a été approuvée par 141 États et rejetée par 5 (Russie, Biélorussie, Corée du Nord, Érythrée et Syrie). Depuis, Moscou a bloqué tout projet de résolution porté devant le Conseil de sécurité, dont la Russie est membre permanent avec droit de veto.

Cet isolement est sans précédent (même à l'époque de l'URSS) et se double de défaites majeures. Un nouvel élargissement de l'Otan est programmé avec les demandes d'adhésion de la Finlande et de la Suède. L'Alliance atlantique se retrouverait alors avec 1300 kilomètres de frontières supplémentaires avec la Russie.

Le 28 avril, l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a demandé la création d'un tribunal international ad hoc pour juger « le crime d'agression » commis par la Russie

Autre revers, le choix du réarmement fait par plusieurs pays européens. Le tournant le plus spectaculaire a été pris par l'Allemagne (qui par ailleurs livre des chars à l'Ukraine). Mais la plupart des pays membres de l'Union européenne ont décidé d'augmenter leurs

budgets militaires face à la nouvelle menace russe. Et voilà que l'Otan, critiquée ou jugée « *en état de mort cérébrale* », comme l'avait dit Emmanuel Macron, retrouve un rôle majeur en attendant une défense européenne toujours dans les limbes.

Revers encore, l'expulsion de la Russie du Conseil de l'Europe, le 16 mars. Cette **institution créée en 1949** et qui compte 46 États membres est certes peu connue et sans grand pouvoir. Mais elle joue un rôle important de défense de la démocratie, de l'État de droit et des libertés publiques ainsi que des droits humains. Le 28 avril, son assemblée parlementaire a demandé la création d'un tribunal international *ad hoc* pour juger « *le crime d'agression* » commis par la Russie ainsi que les nombreux crimes de guerre.

Jamais la Russie n'a vu sa situation sécuritaire et son statut international à ce point dégradés. Durant vingt ans, Vladimir Poutine n'a eu de cesse de réinstaller la Russie en grande puissance dans les organisations internationales. Deux mois de guerre ont ruiné cette entreprise.

Timothy Snyder estime que l'aventure ukrainienne de Poutine n'a d'ailleurs rien de géopolitique. Comme bon nombre d'analystes, l'historien juge que « *géopolitiquement parlant, tout ce qu'il fait pousse son pays à devenir de plus en plus vite un vassal de la Chine. Chaque fois que la Russie s'oppose à l'Occident, elle se prive de la capacité d'équilibre entre la Chine et l'Occident. Ainsi, l'héritage géopolitique de M. Poutine est qu'il a accéléré le processus de transformation de la Russie en une sorte d'appendice de la Chine* ».

Une défaite économique

Sergueï Lavrov, ministre russe des affaires étrangères depuis 2004, l'a reconnu le mois dernier. L'ampleur des sanctions prises par l'Europe et les États-Unis n'avait pas été anticipée. En particulier le gel des avoirs de la Banque centrale russe détenus à l'étranger, soit la moitié de ses 640 milliards de dollars de réserves, ainsi que l'exclusion de plusieurs banques russes du système international de paiement Swift.

Cinq vagues de sanctions ont été prises ces deux derniers mois qui visent à mettre à genoux l'économie russe. Cette guerre économique ne menace pas que les oligarques dont les extravagantes richesses en yachts et châteaux ont été gelées ou saisies, Joe Biden évoquant même la possibilité de les revendre pour financer l'aide à l'Ukraine.

Sergueï Sobianine, maire de Moscou

Le retrait brutal des entreprises étrangères du marché russe, malgré des décennies d'investissement, pourrait supprimer des centaines de milliers d'emplois. « *200000 emplois sont menacés à Moscou* » par le départ ou l'arrêt des activités des entreprises étrangères, a annoncé, le 18 avril, le maire de la capitale, Sergueï Sobianine.

Le même jour, Elvira Nabioullina, présidente de la Banque centrale russe, expliquait aux parlementaires que si les sanctions ont d'abord eu un effet sur les marchés financiers, elles « *vont maintenant commencer à affecter de plus en plus les secteurs réels de l'économie* ». « *Pratiquement chaque produit* » fabriqué en Russie repose sur des composants importés, mais cette « *période pendant laquelle l'économie peut vivre sur les réserves est finie* », soulignait-elle.

Si le rouble s'est redressé, après son effondrement les premiers jours de la guerre, l'inflation dépasse les 17% en mars et devrait être au-dessus des 20% en 2022, selon les récentes projections du FMI. La Banque centrale de Russie prévoit un recul du PNB de 10% cette année et un retour à la croissance seulement en 2024.

Mais c'est évidemment sur le gaz et le pétrole, dont les exportations pèsent 40% du budget fédéral russe, que va se jouer une large part du devenir de l'économie russe. L'arrêt des fournitures de gaz à la Pologne et à la Bulgarie décidé par le pouvoir russe cette semaine est une première. Jamais, même lors des crises les plus graves de la période de la guerre froide, ces grands contrats d'exportation n'ont été interrompus ou utilisés comme une arme politique.

Le choix de l'Europe de cesser au plus vite, « *au plus tard en 2030* », dit la Commission européenne, d'importer du gaz russe est un bouleversement stratégique qui va obliger la Russie à réorienter complètement une économie basée jusqu'alors sur la rente des matières premières.

Ce devrait être encore plus rapide pour le pétrole. L'Union européenne devrait adopter la semaine prochaine un embargo progressif sur les produits pétroliers russes dans le cadre d'un sixième « paquet » de sanctions. La Russie exporte aujourd'hui près de la moitié de son pétrole vers les pays européens.

« *La guerre économique éclair a échoué* », se félicitait il y a quelques jours Vladimir Poutine. Le tournant énergétique de l'Europe, que la lutte contre le changement climatique devrait encore accélérer, va constituer dans les mois et années à venir un défi historique pour la Russie. En vingt ans de pouvoir de Poutine, tous les essais de diversification de son économie ont échoué, à l'exception peut-être du secteur agricole.

Vladimir Poutine peut-il se sauver ?

Le président russe peut-il se sauver du désastre qu'il a ainsi créé et épargner à son pays une descente aux enfers ? Dans un texte traduit par **Desk Russie**, le politologue russe **Kirill Rogov**, qui a pris l'an dernier le chemin de l'exil, écrit que « *le plus étonnant est que les élites russes d'aujourd'hui regorgent de gens qui seraient capables de reconnaître, voire qui reconnaissent déjà, cette perspective désastreuse. Mais il ne se trouve personne qui ait le pouvoir, et surtout la volonté, d'arrêter, ou du moins de freiner cet étonnant harakiri national* ».

Vladimir Poutine demeure persuadé, dans ses discours publics, que l'économie russe saura s'adapter, que cette guerre « *existentielle* », puisqu'il s'agit de l'unité même de la Russie, sera gagnée et que cette victoire permettra de bâtir un nouvel ordre mondial.

L'appareil d'État et la classe politique relaient cette vision et organisent l'escalade. Il en est ainsi de Margarita Simonyan, dirigeante de Russia Today, qui parle désormais en souriant de l'apocalypse

nucléaire. Invitée mardi soir de Vladimir Soloviev, le propagandiste en chef du Kremlin dont l'émission sur la principale chaîne de télévision russe est l'une des plus regardées, Margarita Simonyan a prédit « *une troisième guerre mondiale* », ajoutant que « *le plus probable est que tout cela se termine par une frappe nucléaire* ».

Sergueï Lavrov, ministre des affaires étrangères, avait également agité la veille cette menace nucléaire sur la télévision publique russe. « *L'inadmissibilité de la guerre nucléaire est notre position de principe. Je ne veux pas alimenter ce risque de manière artificielle. Mais le danger est grave, réel. Et nous ne devons pas le sous-estimer* », expliquait-il.

Brandie dès le 24 février par Vladimir Poutine, cette menace a été répétée mercredi 27 avril. « *Si quelqu'un a l'intention d'interférer de l'extérieur dans ce qui se passe et de créer des menaces stratégiques pour la Russie, cela sera inacceptable pour nous. Ils devraient savoir que les frappes que nous mènerons en représailles seront fulgurantes* », a-t-il déclaré, répondant ainsi à l'annonce la veille de livraisons massives d'armes à l'Ukraine.

Réponse dès le lendemain de Joe Biden : « *Personne ne devrait faire des commentaires en l'air sur l'utilisation d'armes nucléaires ou la possibilité d'y recourir, c'est irresponsable. Cela montre le sentiment de désespoir ressenti par la Russie confrontée à son misérable échec au regard de ses objectifs initiaux.* »

L'analyse faite par les responsables américains est qu'aucune information, aujourd'hui, n'indique que la Russie se prépare à l'utilisation d'armes nucléaires. Une analyse fondée sur le travail de ses services de renseignements. Cela suffit-il à écarter tout danger d'escalade et d'utilisation, par exemple, de missiles nucléaires tactiques, armes d'une portée de 500 à 700 kilomètres portant une charge nucléaire au moins équivalente à celle d'Hiroshima ?

Interrogé par **Mediapart début mars**, le général français Vincent Desportes rappelait cette caractéristique du président russe : « *Poutine fait ce*

qu'il dit, et fait même souvent plus que ce qu'il dit. Nous n'avons pas le droit de ne pas prendre en compte le fait qu'il a brandi cette menace nucléaire. »

Précipitée dans une guerre décidée par Poutine et une petite poignée de personnes, l'armée russe, mal préparée, humiliée par la défaite de Kyiv et défaite par de lourdes pertes d'hommes et de matériel,

accepterait-elle ce bond vers l'apocalypse atomique ? Question sans réponse. Depuis plus de vingt ans, Vladimir Poutine a fait du Kremlin un lieu de pouvoir solitaire, secret et sans contre-poids. Une boîte noire pour un pays devenu « *un avion fou dont les passagers agitent des drapeaux couverts de slogans idiots* », écrit Kirill Rogov, « *et dont le pilote force tout droit sur une montagne* ».

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.